

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

IDCC : 1596. – **BÂTIMENT**
Ouvriers
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

AVENANT DU 21 MARS 2007
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA À COMPTER DU 1^{er} AVRIL 2007
(BRETAGNE)
NOR : ASET0750731M
IDCC : 1596

Entre :

La fédération régionale du bâtiment de Bretagne ;
L'union régionale CAPEB Bretagne ;
La fédération Ouest SCOP BTP,

D'une part, et

L'union régionale construction bois CFDT ;
L'union régionale bâtiment CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le barème des salaires minima applicables du 1^{er} avril 2007 au 31 mars 2008 (base 35 heures hebdomadaires, soit 151,67 mensuelles), en application des articles XII.8 et XIII.9 de la convention collective nationale du 8 octobre 1990, concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés), et conformément à l'accord du 12 février 2002 sur les barèmes des salaires minima des ouvriers et ETAM du bâtiment, résulte du tableau ci-après.

(En euros.)

CATÉGORIE professionnelle	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL minimal	TAUX HORAIRE minimal
Niveau I Ouvriers d'exécution			
– position 1	150	1 180,44	7,78
– position 2	170	1 296,24	8,55
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 383,10	9,12
Niveau III Compagnons professionnels			
– position 1	210	1 528,70	10,08
– position 2	230	1 648,10	10,87
Niveau IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe			
– position 1	250	1 767,50	11,65
– position 2	270	1 886,90	12,44

Les parties signataires du présent accord ont arrêté :

- la partie fixe (PF) à 275,00 € ;
- la valeur du point (VP) à 5,97 €.

Article 2

Le présent barème des salaires minima entrera en application à compter du 1^{er} avril 2007 et jusqu'au 31 mars 2008.

Article 3

Disposition exceptionnelle

Si l'équilibre de l'accord se trouvait, au cours de son exécution, bouleversé par la survenance de circonstances économiques imprévues, les parties signataires s'engageraient à ouvrir une négociation dans les plus brefs délais.

Article 4

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé à la direction départementale du travail et de l'emploi d'Ille-et-Vilaine et remis au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes de Rennes.

Article 5

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Fait à Rennes, le 21 mars 2007.

(Suivent les signatures.)